

La mondialisation:

Du rêve mondialiste à la réalité.

Préambule:

Maurice Allais était un libéral et un européen convaincu jusqu'il constate que l'Union Européenne prenait une orientation contraire aux intérêts des peuples. Il publiait dès 1981 un livre intitulé : "*L'Europe face à son avenir. Que faire ?*".

L'année suivante, il publiait un autre livre au titre évocateur intitulé : "*Erreurs et Impasses de la Construction Européenne*". Après la publication d'une bonne dizaine d'ouvrages, son dernier livre, intitulé "*La mondialisation, La destruction des emplois et de la croissance*" apporte, selon son expression, "*la démonstration empirique*" de la validité de ses critiques antérieures.

Personne ne peut sincèrement nier que l'Union Européenne, l'"UE", n'a pas tenu ses promesses. Le modèle Oméga-Allais, dont les premières publications ont eu lieu dès 1990, a prouvé l'existence de lois de l'économie permettant de faire des prévisions à long terme, en l'absence de crise monétaire majeure. Le succès de ce modèle est dû à deux choix fondamentaux : **affirmer le rôle essentiel de l'homme** dans la conduite de l'économie, **simplifier au maximum la structure** du modèle de façon à rendre son comportement intelligible.

Ces méthodes économétriques auraient-elles permis de prédire les effets à long terme du libéralisme sur les économies des pays européens ? Nous allons démontrer qu'en adoptant une approche analogue, il est possible de construire un prédicteur à long terme aussi performant dans une économie mondialisée que le modèle Oméga-Allais dans une économie indépendante. Il suffit d'adopter les mêmes méthodes pour décrire les interactions internationales.

Un état stable est-il possible ?

Une économie réelle n'est jamais totalement stable car elle subit de nombreuses influences extérieures. En revanche, pour être validé, le modèle d'une économie doit être stable à tout niveau d'activité et expliquer l'existence des cycles économiques qui ont été observés dans le passé. Enfin, comme l'économie elle-même, un modèle doit tenir compte des investissements passés encore productifs. Ainsi, pour faire ses prévisions, le modèle Oméga-Allais prend en compte l'activité des quinze dernières années. Ces méthodes s'appliquent également aux économies interconnectées, lorsque les échanges sont équilibrés. Dans le cas contraire, les déséquilibres se propagent d'une économie à l'autre, ce qui déstabilise l'économie mondiale.

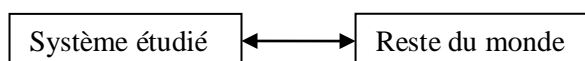


Figure 1 : Echanges équilibrés.

La mondialisation peut même déstabiliser le marché et même provoquer des crises locales, en particulier dans des pays spécialisés dans des productions particulières. Les états doivent donc disposer d'outils permettant de stabiliser leurs économies nationales.

Une instabilité aux origines diverses:

La stabilisation de l'économie nécessite l'emploi de nombreux moyens permettant de compenser les déséquilibres entre les nations qui peuvent être classés de la façon suivante :

La différence des redistributions sociales :

Dans chaque nation, les autorités remplissent des tâches d'intérêt commun. Il s'agit évidemment des tâches régaliennes qui sont l'attribut des gouvernements, mais aussi d'une redistribution sociale des revenus par de nombreux canaux.

En ce qui concerne la France, citons les allocations familiales, l'enseignement et ce que nous appelons les services publics. Le financement de cette redistribution sociale étant différentes selon les pays, il est difficile d'en déterminer le niveau, mais il correspond à un pourcentage très important de PIB. Nous savons qu'en France le taux des prélèvements obligatoires est proche de 50%.

Dans chaque pays, la population active a une productivité intrinsèque qui dépend de nombreux paramètres : âge, formation...

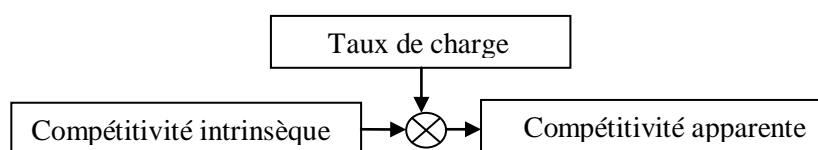


Figure 2 : Effet des prélèvements obligatoires.

Les charges, directes et indirectes, de toutes natures pesant sur le travail réduisent la compétitivité des entreprises. Cette réduction de la compétitivité correspond à un taux de charges dont l'effet est comparable à celui du taux de change. Son augmentation est équivalente à une hausse de la monnaie nationale. Cette compétitivité apparente influe sur les échanges entre nations, et contribue au déséquilibre des balances commerciales.

Traditionnellement, les états pouvaient compenser les effets de ces différences grâce à deux procédés :

- Une méthode globale : Modifier les taux de change, ce qui réduit globalement les différences de compétitivité entre les nations,
- Des mesures sectorielles : Les droits de douane et contingents d'importation.

Un taux de charges globalement excessif pourrait être corrigé que par une dévaluation de la monnaie, si celle-ci n'était pas aujourd'hui impossible. Grâce aux droits de douane et aux contingents d'importation, des corrections sectorielles seraient également possibles.

Face à un taux de charge supérieur à celui de ses concurrents, la politique mondialiste de l'UE ne laisse aux états qu'une solution : abandonner les entreprises pour lesquelles la notion de concurrence libre et non faussée n'est qu'un mythe.

Les conséquences des investissements nouveaux :

Le modèle Oméga –Allais permet de calculer l'effet sur la demande d'un investissement nouveau. Considérons l'exemple suivant : Supposons que dans une économie stable, un investissement soit décidé (figure 3).

- Les dépenses d'investissement produisent des revenus, puis une consommation nouvelle,
- La production n'apparaît qu'avec un certain retard sur les investissements.

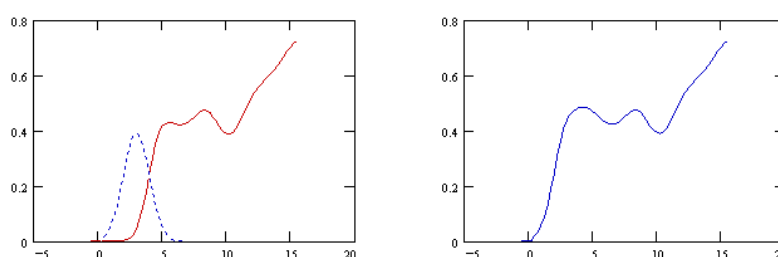


Figure 3 : Effet d'un investissement.

Cette figure est un exemple montrant comment un ensemble d'investissements décidés simultanément conduit à des dépenses puis à une capacité de production :

- La courbe en pointillé bleus correspond à la demande liée à la croissance des dépenses d'investissement,
- La courbe rouge correspond à la demande générée par cet investissement.
- La courbe continue bleue est da demande totale.

Effet direct de l'investissement dans une économie fermée:

Dans un premier temps, l'investissement produit une demande supplémentaire liée aux revenus des entreprises produisant les machines et services nécessaires à la réalisation des projets. Ces entreprises versent des salaires qui augmentent la demande alors que la capacité de production de biens de consommation n'a pas encore augmenté.

Jusqu'au croisement des courbes pointillées bleues et rouge (approximativement quatre ans après le début des travaux), la demande dépasse la production ! L'investissement n'est possible que si les consommateurs acceptent de différer une partie de leurs dépenses, et attendent la croissance de la production pour consommer. Dans son principe, le financement des investissements nouveaux devrait donc être réalisé par des placements à terme, ce qui garantirait la réduction temporaire de consommation imposée par l'investissement.

Effet direct de l'investissement dans une économie ouverte :

Nous supposons que l'investissement est financé par des prêts bancaires ou des fonds étrangers. Peut-on alors demander aux actifs une épargne pour un investissement sur lequel ils n'auront aucuns droits?

Le financement de l'investissement leur est imposé selon l'un des modes suivants :

- La hausse des prix qui réduit leur pouvoir d'achat et ponctionne leurs compte courants,
- L'importation qui permettra de maintenir les prix, mais au détriment de la balance commerciale. Cette importation constituera une dette qui devra être remboursée, en principal et intérêts.

Effet indirect de l'investissement dans une économie ouverte:

Dans les deux cas, la croissance du PIB a une conséquence indirecte. Il nécessite une augmentation de la masse monétaire. En effet, le niveau de la masse monétaire nécessaire au fonctionnement de l'économie augmente avec la production.

Jusqu'à l'abandon des DTS (droits de tirage spéciaux), l'augmentation de la masse monétaire était faite par la banque de France. L'usage normal de ce droit de battre monnaie permettait à l'état d'ajuster la masse monétaire aux besoins de l'économie.

L'Union Européenne à transféré ce droit à la banque Centrale Européenne qui ne prête pas directement aux états, mais aux banques qui prêtent ensuite aux états. Pour ajuster la masse monétaire, les états doivent emprunter aux banques les fonds nécessaires, alors que les banques les obtiennent gratuitement (ou presque gratuitement) auprès de la banque centrale européenne. De toutes façons, ces fonds ne sont que de la monnaie bancaire.

Evidemment, cette anomalie n'avait pas échappé à Maurice Allais qui considérait que la dette publique de la France devait être séparée en deux :

- Une dette réelle correspondant au financement de dépenses nationales,
- Une dette abusive constituée par les augmentations de la masse monétaire et les intérêts payés sur les sommes prêtées par les banques à cette fin.

Cette modification, qui pourrait sembler anodine, dépossède en fait l'état de sa souveraineté monétaire. Elle conduit les nations à supporter une véritable taxe sur les investissements et sur la croissance du PIB.

Les transferts de capitaux :

La libre circulation des capitaux conduit les entreprises à investir préférentiellement dans les nations dans lesquelles la rentabilité est la plus élevée. Les entreprises françaises sont donc incitées à investir à l'étranger. Si leur internationalisation présente des effets positifs, la fuite des capitaux provoque à terme une baisse de la production nationale, une croissance des importations et de la dette.

Par ailleurs, le rapatriement des bénéfices par les actionnaires étrangers réduit la demande intérieure, et à terme la compétitivité des entreprises nationales.

La migration de travailleurs et de populations :

La question de la main d'œuvre immigrée a provoqué une polémique intense. Tout le monde a entendu parler des travailleurs détachés qui prennent la place de travailleurs locaux. Il est certain que cette directive européenne contribue à la hausse du chômage en France.

L'immigration de travail en a également sa part, mais on oublie celle des importations en provenance des pays à bas coût de main d'œuvre. Une **balance du travail** prenant en compte tous ces éléments montrerait que le chômage de masse actuel s'explique parfaitement par ces causes.

Enfin, l'immigration de peuplement joue un rôle complexe. Elle évite une fuite des revenus, donc une réduction de la demande intérieure, mais coûte en dépenses sociales directes et indirectes dont il faut tenir compte et met en péril la base culturelle qui assure la cohésion des nations.

Les effets de la politique européenne:

L'Europe assure vouloir qu'une concurrence libre et non faussée permette à tous les européens de bénéficier de produits et services compétitifs.

Malheureusement ses décisions sont totalement contraires à cet objectif officiel.

La différence des redistributions sociales :

En privilégiant la concurrence, l'U.E. ne laisse aux états qu'une solution globale : réduire les prélèvements obligatoires. Ceci conduit à un nivellement par le bas des dépenses consacrées aux tâches régaliennes et à la politique sociale des pays.

Chacun peut avoir un avis sur le niveau souhaitable de la protection sociale et des prélèvements obligatoires associés. Ils sont sans doute trop élevés en France, mais il faut bien comprendre que la politique européenne contraint les états à les réduire.

**l'U.E. dépossède discrètement les nations de leur pouvoir de
décision
dans les domaines régaliens et sociaux.**

Les conséquences des investissements nouveaux :

Les nations européennes ne peuvent plus fixer le cours de leur monnaie, n'ont plus de véritables banques nationales et doivent emprunter la monnaie bancaire nécessaire au fonctionnement de leur économie.

**l'U.E. dépossède les nations de leur
souveraineté MONETAIRE.**

Les transferts de capitaux :

La libre circulation des capitaux permet aux investisseurs de mettre en concurrence les nations, et de choisir la mieux disante. Les investisseurs peuvent mettre en concurrence les entreprises et sélectionner celles qui produiront les bénéfices les plus élevés. La libre circulation des capitaux conduit à maximiser les revenus du capital, face à des états impuissants.

**l'U.E. dépossède les nations de tout
pouvoir ECONOMIQUE.**

La migration de travailleurs et de populations :

La libre circulation des travailleurs tend à faire disparaître les nations au profit d'une zone de libre échange soumise à la seule loi du marché. Le vote des étrangers serait l'aboutissement de cette destruction des états réduits au rôle de syndic de copropriété. La solidarité nationale serait alors un vain mot. Chaque habitant de l'Europe, riche ou pauvre, pourrait choisir le pays présentant pour lui le plus d'avantages.

l'U.E. détruit les peuples européens

Construire un prédicteur global :

Dans un monde ouvert, une économie nationale peut-être décrite par le modèle Oméga-Allais, à la seule condition de déterminer par ailleurs les l'influence du reste du monde sur les incitations à consommer et à investir. Il reste donc à décrire avec des méthodes analogues les interactions entre les différentes économies. Dans le cas de la France, le reste du monde pourra être assimilé à une économie unique, insensible aux fluctuations nationales.

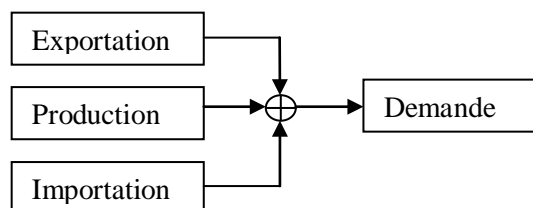
Bien évidemment, comme dans le modèle Oméga-Allais, toutes ces relations doivent être des fonctions temporelles faisant intervenir les valeurs passées des variables économiques.

Un ensemble minimal de briques complémentaires doit permettre de modéliser les interactions internationales et de construire un prédicteur décrivant l'évolution d'une économie dans un monde ouvert. Bien évidemment, ce modèle rendra compte des effets à moyen et long terme de politiques économiques, en particulier de celle de l'U.E.

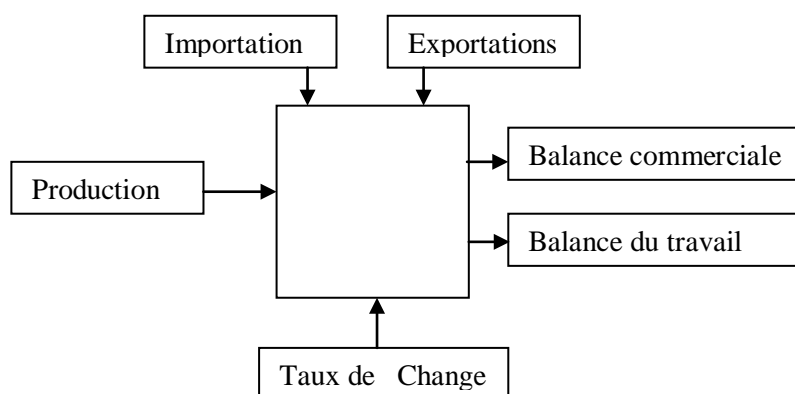
Introduction des échanges extérieurs :

Ceci impose quelques adjonctions au schéma et la mise au point de relations temporelles nouvelles.

- Demande intérieure : La valeur de la demande intérieure doit être corrigée pour prendre en compte les importations et les exportations.



- Equilibres externes : L'ajout d'un taux de change réel, prenant en compte les écarts de compétitivité entre les nations, permet de prévoir l'évolution de la balance commerciale et d'une balance du travail non encore publiées dans les statistiques de l'INSEE.

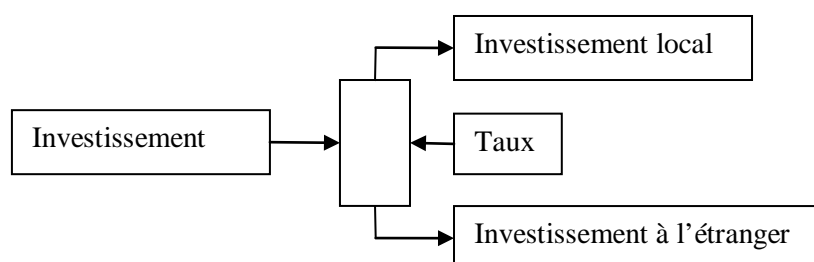


Les importations et exportations se traduisent directement en données de la balance commerciale et de la balance du travail.

Le taux de change correspond à un taux global prenant en compte les taux de change corrigé des effets des différences entre le taux de charges français avec sa moyenne mondiale.

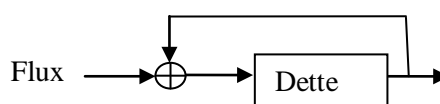
Les fonctions de ce module sont bien évidemment des relations temporelles qui restent à établir sur la base de l'analyse des crises passées.

- Partage des investissements : La compétitivité entre les nations permet de répartir les investissements en tenant compte de la rentabilité espérée. Un faible taux correspondrait à la fuite des capitaux observée en 2000, lors de la libération des transferts de capitaux.



- L'influence du chômage sur le taux de charge : plus le chômage croît, plus le taux de charges directes ou indirectes réduit la compétitivité des produits nationaux par rapport aux produits importés.
Il s'agit d'une réaction positive. Comme les autres, elle contribue à rendre l'économie de plus en plus instable.
- La dette : Celle-ci est constituée d'un ensemble de composantes. Elle est alimentée par les flux suivants :
 - Le déficit de la balance commerciale,
 - Le déficit de l'état,
 - La fuite des capitaux,
 - Le solde des intérêts et dividendes payés à l'étranger...

Selon le schéma suivant, cette dette s'auto-entretient, son comportement étant également divergent:



Contrairement aux affirmations de nombreux économistes, le développement du commerce international ne contribue pas à stabiliser l'économie mondiale, mais bien au contraire de la rendre de plus en plus instable. Cette affirmation n'est basée sur aucune idéologie mais sur la modélisation des principaux mécanismes intervenant dans ces échanges.

La modélisation des relations entre les variables retenues :

Toutes les relations temporelles entre ces variables doivent être causales. La plupart de celles-ci peuvent être estimées sur quelques exemples anciens, par exemple sur les événements de 1968 et de l'an 2000 qui sont les causes des crises de 1974 et 2007.

La libéralisation des transferts de capitaux de l'an 2000, bien qu'annoncé, a conduit de nombreux transferts pendant plus de deux années, et donc les conséquences n'ont été perçues qu'en 2007-2008, six ans plus tard.

L'analyse des transitoires observés dans les périodes de changes fixes peuvent préciser les phénomènes dynamiques à prendre en compte au cours des périodes de monnaie flottante.

Nous disposons donc d'éléments permettant de mettre au point un modèle dynamique d'économie nationale ouverte sur le monde, et de déterminer les conséquences d'une politique économique sur son évolution à long terme.

Là encore, l'U.E. ayant choisi le libéralisme interne et adopté une politique économique mondialiste, a laissé se développer, selon l'expression de Maurice Allais, le **laisser-fairisme**. Si rien ne change, le modèle ouvert, validé sur le passé, ne permettra que de prédire les étapes d'une faillite annoncée de notre économie.

Conclusion :

Le modèle Oméga-Allais a démontré qu'il était possible de prédire l'évolution de l'économie française de 1968 à nos jours en ne prenant en compte que des données économiques objectives. Le choc de 1968 n'est apparu clairement qu'en 1974, compte tenu des délais de réaction du système économique. **La cassure de 1974 n'est alors que la conséquence des événements de mai 1968.**

Cette crise a été l'occasion d'un premier abandon de souveraineté, officialisé par la loi de réforme de la Banque de France de 1974, **qui a imposé à l'état de recourir t aux capitaux étrangers pour financer ses dépenses.**

L'intégration européenne s'est ensuite faite sur la base d'un libre échangisme européen, puis mondial. Les effets de cette politique étaient prévisibles. Maurice Allais n'a cessé de mettre en garde contre cette politique suicidaire. Pour lui, l'évidence empirique de l'absurdité de celle-ci, c'est-à-dire l'observation objective de ses résultats, aurait dû s'imposer à tous.

Nous savons maintenant que l'évolution actuelle de l'économie est parfaitement conforme aux décisions européennes. Tous pouvaient le pressentir. Il était même possible de faire des prévisions chiffrées, fiables à cinq ans, sur l'évolution de l'économie.

En 1968, les français pouvaient préférer moins travailler pour avoir une vie meilleure. C'était leur droit. Personne n'a voulu leur dire qu'ils ne pouvaient y parvenir sans choisir un modèle de développement, plus lent, et renoncer à une part de leurs dépenses non indispensables.

C'est pourtant ce qui s'est produit. La croissance a été divisée par deux après 1974. C'est bien le désinvestissement intervenu en 1968 qui est à l'origine de ce ralentissement, même si des explications circonstancielles comme la crise pétrolières ont pu être avancées.

La croissance continue de la dette extérieure de l'état et des entreprises a permis de maintenir le niveau de vie des français au dessus des possibilités de notre économie, mais nous disposons encore de moyens d'action sur l'économie.

L'introduction de l'EURO et la libre circulation des capitaux a détruit le reste de la croissance française. Dans les statistiques de l'INSEE, la croissance du PIB est largement due à l'évolution de son périmètre, imposée par les directives européennes.

Personne ne peut donc dire de bonne foi que cette évolution n'est pas la conséquence de la politique économique qui a été menée depuis plus de 30 ans.

La politique actuelle de l'UNION EUROPEENNE est mauvaise :

Qu'attend-on pour en changer et prendre les mesures qui s'imposent ?

Pierre Fuerxer

Membre de l'AIRAMA